

■ Israël | Série (2/6)

Paradis à vendre

► Piliers de l’Etat d’Israël dès les premiers jours, les kibboutz luttent aujourd’hui pour leur survie. Le mode de vie collectiviste peine à exister dans un pays où le modèle économique néolibéral règne en maître.

Reportage Grégoire Comhaire
Envoyé spécial à Geva, Kfar Hanassi et Sderot

Bienvenue à Afula. Sa rue principale, ses stations-service, son centre-commercial et ses rangées d’immeubles gris cubiques semblables aux centaines de petites villes qui parsèment le territoire israélien du lac de Tibériade jusqu’au désert du Néguev. Afula, nichée au sud des plaines verdoyantes de Galilée, au cœur de la vallée de Jezréel, théâtre pour les chrétiens millénaristes de la future bataille de l’Armagedon (Apocalypse). A l’est, derrière les collines à l’horizon, c’est la Jordanie. A dix kilomètres plus au sud, la ville palestinienne de Jenine. Et en quittant la ville par la route 71, il faut ouvrir grand les yeux pour ne pas rater l’unique panneau indiquant la direction du “Kibboutz Geva”.

En haut de la route apparaissent les premières maisons. Il faut laisser sa voiture à l’entrée et poursuivre son chemin à pied, à vélo, ou dans une voiturette de golf. Passé l’étable, le poulailler industriel, la manufacture et le bar – (ouvert mardi et mercredi soir, prévient le panneau!) –, on découvre des allées fleuries, des petits pavillons colorés et un groupe d’enfants hilares qui dévale une pente sur leurs tricyles. Aucun adulte à la ronde pour leur hurler de faire attention et l’impression soudaine d’avoir quitté le bruit de la civilisation pour atteindre un oasis de paix, préservé des petits tracasseries quotidiens de la vie d’un homme moderne du XXI^e siècle...

Ici, pas de salaire, pas de loyer à payer, ni de prêt à rembourser. Pas de supermarché où devoir faire la file, pas de facture d’électricité, pas de machine à laver à faire tourner ni de linge à faire sécher. Pas de repas à préparer, pas d’assurance maladie à laquelle cotiser ni même d’assurance auto. Tout le monde, ou presque, travaille dans une des “branches” du kibboutz qu’il s’agisse d’une des activités agricoles, de la petite industrie, ou des services (école, infirmerie, blanchisserie, cuisine...). Tous les bénéfices générés par l’activité économique du kibboutz sont redistribués équitablement à tous les membres qui jouissent d’avantages sociaux largement supérieurs à ceux en vigueur dans le pays.

Toutes les maisons appartiennent au kibboutz, et chacun a droit au même espace de vie en fonction de la taille de sa famille. Les repas du matin et du midi se prennent tous ensemble dans un grand réfectoire où la nourriture est servie à volonté. Chacun jouit d’avantages sociaux égaux : crèche et école gratuite, soins médicaux gratuits, blanchisserie gratuite où il suffit de déposer son linge sale que l’on vient récupérer un peu plus tard, maison de repos et de soins avec personnel qualifié pour les personnes âgées... Une course à faire à Afula ? Un ami à visiter à Tel-Aviv ? Il suffit de réserver une voiture du parc automobile du kibboutz, ou d’acheter un ticket de bus, qui sera remboursé par le “Maskit”, le secrétaire du kibboutz.

Les membres qui préfèrent travailler à l’extérieur versent l’intégralité de leur salaire au kibboutz, lequel alloue une fois par an à chaque adulte 25 000 shekels (5 000 euros) pour ses dépenses personnelles ; davan-

Épinglé

Les fractures d’Israël

Jamais loin de l’actualité, Israël renvoie souvent d’elle-même l’image d’une société unie et déterminée face aux menaces auxquelles elle doit faire face. Mais la réalité est autrement plus complexe. Société plurielle, composée de multiples groupes aux intérêts parfois antagonistes, Israël est aussi un pays traversé de multiples lignes de fractures internes qui posent parfois la question de l’existence d’un socle identitaire commun. Durant une semaine, “La Libre” vous propose une plongée dans cette société riche et complexe, à la rencontre des hommes et des femmes qui la composent.

- **Demain** : l’Alyah, et la difficulté de certains migrants à trouver leur place dans leur nouveau pays.
- **Mercredi** : les Arabes israéliens, une minorité prise au piège par le conflit.
- **Jedi** : les ultra-orthodoxes et l’opposition entre laïcs et religieux.
- **Vendredi** : les colons, pionniers pour certains, fossoyeurs de la paix pour d’autres.



tage s’il a des enfants à charge. “Chacun travaille et contribue à la communauté qui veille sur tous ses membres et ne laisse personne dans le besoin”, explique Brenda Landis, membre du kibboutz immigrée du Pays de Galles vers Israël en 1965 et membre du kibboutz Geva depuis lors. “On peut penser que certains travaillent plus et que d’autres profitent, mais pour nous, c’est la vraie liberté. Si vous voulez changer de travail à un moment de votre vie, vous le pouvez. Si vous voulez reprendre des études, vous le pouvez aussi. Si un jour vous êtes en difficulté, vous ne serez jamais seul ou dans le besoin.” Cet idéal a guidé des milliers de pionniers sionistes (Haloutsim) depuis l’appel de Théodore Herzl en 1897. Mais après avoir été un pilier majeur du jeune état, contribuant à sa création, à sa défense et à l’absorption des nouveaux migrants, les 256 kibboutz d’Israël peinent aujourd’hui à survivre dans un pays où le modèle économique néolibéral règne en maître.

L’histoire de Geva commence en 1921, avec l’arrivée dans ce qui était alors la “Palestine britannique” d’un groupe de jeunes immigrants juifs venus de Pologne et de Russie. Leurs maisons en bois, transformées depuis lors en petit musée, donne une idée de la rudesse des conditions de vie qui étaient les leurs dans les premières années. “A l’époque il n’y avait guère de place pour le confort et l’intimité”, poursuit Brenda Landis en montrant les paillasses et l’exiguïté des lieux. Sous l’un des lits, on découvre une trappe et une cache où était dissimulée les armes destinées à la “Haganah”, l’armée clandestine du Yishouv.

Nonante ans plus tard, le kibboutz Geva est toujours là. Avec ses 550 membres, il est l’un des derniers kibboutz “chitoufi” d’Israël : un kibboutz “collectif”, traditionnel, qui est parvenu à maintenir son mode de vie en résistant à la vague de privatisations qui a frappé bon nombre d’entre-eux.

Le mari de Brenda, Eli Goren, est une vraie célébrité. Né à Geva, il a participé à toutes les guerres qui ont opposé son pays aux états arabes voisins : guerre de Suez (1956), guerre des Six jours (1967) et guerre du Kippour (1973). Mais ce ne sont pas ses faits d’armes qui ont fait sa notoriété. “Kibbutznik” convaincu, il se bat avec acharnement contre la privatisation, persuadé que seul le mode de vie collectif permettra de maintenir la sécurité d’existence des membres. “Pour faire un kibboutz, il faut un très haut niveau de valeur, dit-il. Il faut pouvoir compter l’un sur l’autre, être responsable l’un par rapport à l’autre. Si vous n’avez pas ça, le kibboutz ne peut pas fonctionner.”

Frappés durement par la crise économique des années 80 et par le refus de l’Etat israélien de refinancer les plus endettés d’entre-eux, plus de 190 kibboutz ont fait le choix ces dernières années de se privatiser. Seuls 65 d’entre-eux s’efforcent de continuer sur la voie tracée par les pères fondateurs. “Mais on ne sait pas combien de temps ça durera, s’inquiète Brenda Landis. La majorité des membres de Geva a voté pour rester chitoufi. Mais on sait qu’il y a des oppositions. Ce qui gangrène les valeurs du kibboutz, c’est l’idée que certains travaillent plus que d’autres, et qu’ils pourraient être plus riches si on changeait les règles du jeu.”



Soixante-cinq kibboutz continuent de vivre sur des principes collectivistes. Tous les autres ont été privatisés.

En remontant vers le Nord, on atteint le kibboutz Kfar Hanassi. Fondé dans les années 1960, il partage avec Geva le fait de s’être implanté dans un cadre enchanteur, offrant une vue imprenable sur le plateau du Golan, le Mont Hermon et les montagnes du Liban. Avant la guerre des Six jours et la conquête du Golan par Israël, Kfar Hanassi était régulièrement canardé par les soldats syriens posté à quelques centaines de mètres de là. Mais aujourd’hui, on y jouit du même calme et de la même tranquillité que celle qui prévaut dans la vallée de Jezréel.

Passé la grille, comme à Geva, on pénètre dans des petites allées arborées et fleuries qui font penser à un paisible village de vacances méditerranéen. Mais à la vue du bâtiment principal qui abrite les boîtes postales, les bureaux et le réfectoire, le contraste avec Geva est saisissant. Alors qu’au même moment Eli et Brenda prennent leur repas de midi dans un réfectoire bondé, où se croisent plusieurs générations de membres dans un brouhaha convivial et bon enfant, le réfectoire de Kfar Hanassi est désert, figé dans le temps, comme si une alerte atomique avait soudain obligé tout le monde à partir. “J’ai toujours un pincement au cœur quand je regarde cette grande salle vide, confie Alec Collins, membre de Kfar Hanassi à la retraite. Pour soulager ma peine, je me dis toujours que nous n’avions pas le choix. C’était la seule solution pour sauver le kibboutz. Plus aucun jeune n’aurait voulu vivre ici.”

Immigré d’Angleterre au début des années 1960, Alec Collins est un des fondateurs de Kfar Hanassi. Avec ses camarades, il a connu l’âge d’or des kibboutz. Celui où les enfants étaient élevés ensemble à la maison des enfants sans jamais dormir chez leurs parents. Celui où l’idée d’introduire des coupons pour acheter les boissons au bar du kibboutz suscitait des querelles intestines majeures parce qu’elle était vue comme une tentative d’introduire le capitalisme dans la communauté. Celui où on laissait la lumière allumée jour et

nuit, puisque personne n’avait jamais à se soucier de l’argent ! “Au fil des années, le système a montré ses limites, explique Alec Collins. L’activité économique n’était pas rentable. Pour maintenir nos avantages sociaux, il fallait générer des revenus. Or on s’est rendu compte, par exemple, qu’employer 10 membres dans les champs coûtait bien plus cher qu’employer 5 ouvriers palestiniens ou thaïlandais.”

Petit à petit, les contraintes économiques deviennent incontournables. Il y a 10 ans, l’assemblée générale des membres prend alors la décision historique et douloureuse de privatiser Kfar Hanassi. Les “branches” continuent d’exister, mais les salaires sont désormais payés comme à l’extérieur, en fonction du temps de travail presté et des responsabilités exercées. La plupart des membres travaillent à présent à l’extérieur et ne versent plus que 30 % de leur salaire au kibboutz.

Les membres doivent désormais payer pour leur maison, dont ils peuvent devenir propriétaire après 26 ans. Les services (crèche, piscine...) sont devenus payants mais une forme de protection sociale subsiste : chaque membre a droit à une allocation de survie payée par le kibboutz en cas de besoin, et le paiement des retraites est garanti pour tous les membres jusqu’à leurs derniers jours. Pour Alec Collins, la privatisation n’a pas tué les kibboutz, ces derniers se sont juste adaptés à leur temps.

Cap sur le Sud, vers la petite ville de Sderot. Située à moins d’un kilomètre de la bande de Gaza, cette localité du Néguev est tristement célèbre à travers le monde pour les centaines de roquettes Qassam qui s’y abattent chaque année en provenance de cette entité palestinienne contrôlée par le Hamas. Avec ses cités HLM, peuplée par de nombreux Juifs marocains et par des immigrants des pays de l’ex-Union soviétique, on ne peut pas dire qu’on soit ici dans la zone la plus prospère d’Israël. Et avec les petits abris anti-missiles qui

parsèment les trottoirs et les “alertes rouges” – parfois plusieurs par jour – qui donnent une minute aux passants pour courir s’y réfugier, on ne peut pas dire non plus qu’on se presse pour venir s’y installer.

C’est pourtant là qu’en 1987, Nomika Zion a décidé de créer l’un des premiers “kibboutz urbains” d’Israël, le kibboutz Migvan. Il n’y avait pas de tirs de roquettes à l’époque, mais Sderot était déjà ce qu’on appelle une “ville de développement”, peuplée d’immigrants sépharades, largement défavorisés socio-économiquement par rapport aux Ashkénazes qui vivaient dans les kibboutz. Avec six amis, elle décide, dit-elle, de “briser le mur” qui coupe le kibboutz du monde qui l’entoure et de partir s’installer dans ce coin défavorisé du pays. Ils sont désormais une soixantaine, vivent dans une rue du centre-ville et mettent toutes leurs ressources en commun pour payer les prêts des maisons et acheter la nourriture. L’une des maisons sert d’espace commun où les membres prennent leurs repas, passent du temps ensemble et organisent des activités. Les membres du kibboutz mettent, en outre, sur pied de nombreuses activités sociales pour la région de Sderot et entendent par là participer à la renaissance du mouvement des kibboutz. “Aujourd’hui, il y a quatre kibboutz urbains en Israël et des centaines de ‘communot’, qui ne sont pas des kibboutz mais qui ont toutes en commun la vie ensemble et un fort investissement dans la communauté, explique Nomika Zion. Alors que nos vieux kibboutz se privatisent les uns après les autres, nous avons choisi d’être pionniers pour donner une nouvelle vie au mouvement.”

Ce reportage a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Communauté française.